



National Farmers Union-NB
Union nationale des fermiers - N.-B.



The NB Family Farmer Ferme & Famille N.-B.

Quarterly / Trimestrielle

Fall/Automne 2016 - Issue/Numéro 30

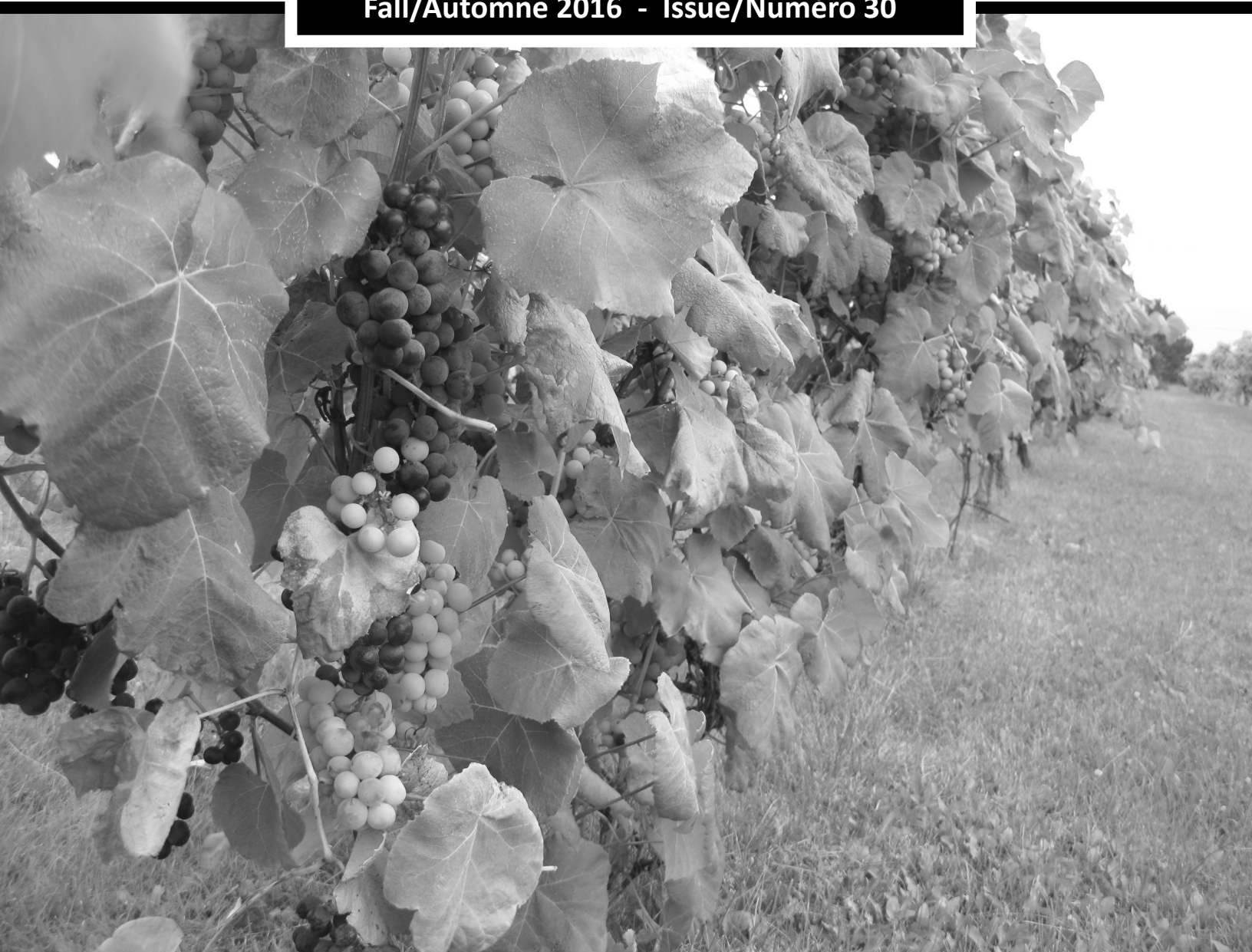


PHOTO: Ripening grapes at Ferme Maury, St-Édouard-de-Kent, NB. / Raisins mûrissants à la Ferme Maury, St-Édouard-de-Kent, N.-B.



An independent media is indispensable to civil society organizations such as the NFU. The resources at the disposal of the NFU are miniscule when compared to that which provincial or federal governments or large corporations have at hand. The effectiveness of the NFU depends upon its ability to present its message to the public. It cannot afford to spend large sums of money on advertising or paid lobbyists.

Government and corporate definitions of reality represent only one “truth”; however, the world is a complicated place which cannot be confined to one narrative. To effectively serve farmers, the NFU analyzes and criticizes government economic and social policies and corporate business practices. However, this work is of little value if the public remains in the dark.

Two examples demonstrate the need to provide another perspective. Many politicians, journalists and “think tanks” argue that controlled marketing such as the Milk Marketing Board leads to much higher consumer prices for milk products in comparison to the United States. Interestingly, these critics fail to note that the American dairy industry is subsidized by the taxpayer. Organizations such as the NFU can work with the media to re-frame issues and provide alternate facts and analysis.

One large grocery chain employs the slogan “Your Local Market”. This implies that it serves the needs of both consumers and producers; however, upon examination, local food production has little to do with their business. The NFU-NB campaign to develop local food initiatives is a counter weight to false messaging and to have an impact, it must rely on the media.

The ideal of an effective and free media is increasingly coming into question as local editorial content shrinks and independent journalism is replaced by syndicated news services. In addition, as more people rely upon the internet for their news, it becomes an echo chamber; that is, news consumers limit themselves to sources that validate their preconceived notions. Although the media seldom lives up to its ideal, it still represents the best hope for an open, free society. The NFU-NB will continue to provide the general public with an independent viewpoint in terms of facts, analysis and policy criticism through the media.

Ted Wiggans, NFU-NB President, NFU National Board Member

Des médias indépendants sont indispensables pour les organisations d’une société civile comme l’UNF. Les ressources à la disposition de l’UNF sont minuscules lorsqu’on les compare à celles que disposent les gouvernements provinciaux et fédéral ou les grandes entreprises. L’efficacité de l’UNF dépend de son habileté à présenter ses messages à la population. Mais, nous ne pouvons pas dépenser de grandes sommes d’argent sur la publicité ni sur des lobbyistes rémunérés.

Les définitions de la réalité des gouvernements et des entreprises ne représentent qu’une seule « vérité », toutefois le monde est un endroit compliqué qui ne peut pas être confiné à un seul narratif. Pour servir efficacement les fermiers, l’UNF analyse et critique les politiques économiques et sociales des gouvernements et les pratiques des grandes entreprises. Toutefois, ce travail demeure sans grande valeur si la population demeure dans l’obscurité.

Deux exemples démontrent bien le besoin de faire connaître d’autres perspectives. Plusieurs politiciens, journalistes et *penseurs* soutiennent qu’un marché contrôlé comme celui de l’Office de commercialisation du lait entraîne une hausse des prix pour les consommateurs contrairement à la situation aux États-Unis. Il est cependant utile de savoir que ces critiques ne tiennent pas compte que l’industrie américaine du lait soit subventionnée par les contribuables. Les organisations comme l’UNF peuvent travailler avec les médias pour recadrer un enjeu et fournir faits et analyses alternatives.

Autre exemple, une grande chaîne d’épicerie utilise le slogan « Votre marché local ». Ce qui laisse entendre qu’elle servirait à la fois les besoins des consommateurs et des producteurs ; malheureusement, après examen, on se rend compte que cette entreprise n’a rien à voir avec l’alimentation locale. La campagne de l’UNF-NB pour développer des initiatives d’alimentation locale fait contrepoids aux faux messages, mais pour un véritable impact, cette campagne doit compter sur les médias.

L’idéal de médias efficaces et libres devient de plus en plus sujet de discussion à mesure que le contenu éditorial local se rapetisse et que le journalisme indépendant est remplacé par des services de nouvelles. D’ailleurs, en même temps plus de personnes obtiennent leurs nouvelles par ordinateur, et cela devient comme une chambre d’écho, c’est-à-dire que les nouveaux consommateurs se limitent eux-mêmes aux sources qui valident leurs notions préconçues. Bien que les médias respectent rarement leurs idéaux, ils représentent tout de même le meilleur espoir pour développer une société libre et ouverte. L’UNF-NB va continuer à fournir à la population en général, par l’entremise des médias, un point de vue indépendant fondé sur des faits, des analyses et des critiques des politiques.

Ted Wiggans, Président de l’UNF-NB, Membre du CA de l’UNF nationale

Membership Month / Mois d'adhésion

October is Farm Business Registration renewal time, and therefore membership month for the NFU-NB. We are always extra busy during this month, as we try to make contact all of our farm members. We made hundreds of calls throughout the month, thanks to so many of you for taking the time to tell us about your season. Here is just a snapshot of the many conversations we had, it is clear that there is lots of work to be done.

- Potato farmers have had a great harvest
- Beef farmers are struggling from the steep drop in prices
- Dairy farmers are facing low quota prices, in part resulting from the diafiltered milk protein being imported illegally from the U.S. They are frustrated by a lack of consumer education on this issue
- Blueberry producers across the province had strong yields along with record low prices but producers, particularly in the north-east also faced the closure of buying stations, limits on daily maximum harvest and more
- Many farmers are on the road to retirement, reducing production on their farms, and either in the process of transferring over to their children or looking for someone to take over their land
- Farms with direct consumer sales that allow them to control the price of their products, are maintaining relatively strong margins

We also reached over 15,000 people on Facebook with our "Why I'm a Member" campaign, which profiled a different farm member every day. We were thrilled to highlight the diversity of our membership as well as the many reasons people choose to be a part of the NFU-NB family.

Octobre est le mois du renouvellement des inscriptions des entreprises agricoles, et donc le mois des cotisations des membres de l'UNF-NB. Nous sommes toujours très occupés en octobre, communiquant avec toutes les fermes de nos membres. Nous faisons des centaines d'appels durant ce mois, et nous vous remercions cordialement de prendre le temps de nous parler de votre saison.

Voici des aperçus de ces nombreuses conversations, il est clair qu'il y a beaucoup de travail à faire.

- Les producteurs de pomme de terre ont eu une bonne récolte ;
- Les producteurs de bœuf se débattent avec une forte baisse des prix ;

- Les producteurs laitiers font face aux prix bas des quotas, en partie à cause des protéines de lait diafiltrées importées illégalement des É-U. Ils sont frustrés par le manque de connaissance des consommateurs à ce sujet.
- Les producteurs de bleuets de toute la province ont eu de bonnes récoltes avec des records de prix faibles, mais les producteurs, particulièrement ceux du Nord-Est font face à la fermeture des stations d'achat, à des récoltes quotidiennes plafonnées, et à plus encore.
- Plusieurs fermiers sur la pente de la retraite, réduisent la production de leur ferme, et sont soit dans le processus de transférer de leur ferme à leurs enfants ou soit recherchent quelqu'un pour reprendre leur terre.
- Les fermes qui font des ventes directement aux consommateurs sont mieux capables de contrôler le prix de leurs produits et de maintenir de fortes marges.

Nous avons atteint plus de 15 000 personnes sur Facebook avec notre campagne : « Pourquoi je suis membre » qui avait fait les profils des journées de différents membres; nous sommes ravis de mettre en valeur la diversité de nos membres ainsi que les nombreuses raisons qui poussent les gens à faire partie de la grande famille de l'UNF-NB.

Agricultural Land Policy / Politique pour l'utilisation des terres agricoles

The NFU made strong recommendations last December regarding the creation of an Agricultural Land Policy. This work continues to move forward. FLIP and the Topsoil Preservation Act will be reviewed separately, even though they are intrinsically tied to the creation of an Agricultural Land Policy. There is a working group under the 2016-18 Industry Action Plan that is meeting on a regular basis to ensure that this policy is designed to work for farmers.

L'UNF a fait de fortes recommandations en décembre 2015 en ce qui a trait à la création d'une politique d'utilisation des terres agricoles. Les travaux continuent de progresser. Le plan d'identification des terres agricoles (PITA) et la loi sur la protection de la couche arable seront passés en revue séparément, même s'ils sont étroitement liés à la création d'une politique sur l'utilisation des terres agricoles. Il y a aussi un groupe de travail sur le plan d'action pour l'industrie 2016-18 qui se rencontre régulièrement afin de s'assurer que cette politique soit conçue à la satisfaction des fermiers.

In This Edition / Dans cette édition...

President's Message / Message du président	— 2
Membership Month / Mois d'adhésion	— 3
Agricultural Land Policy / Politique pour l'utilisation des terres agricoles	— 3
Wild Blueberries / Bleuets sauvages	— 4
Select Committee on Climate Change / Comité spécial sur le changement climatique	— 5
Access to Daycare Services / Accès au services de garderie	— 7
Local Food & Beverages Strategy / Stratégie sur les boissons et les aliments locaux	— 8
CETA: A Briefing / L'AECG: Un briefing	— 10
A Look Back / Un regard en arrière	— 12
Stay Tuned / Rester à l'écoute	— 12

Update: Wild Blueberries / Mises à jour : Bleuets sauvages

*Acting on a resolution passed at our 2016 AGM to support the creation of a regional marketing board, we have visited the Acadian peninsula to meet face to face with producers, and had dozens of calls with members, government staff and elected officials. We put out a press release and a commentary in September. We met with the Assistant Deputy Minister twice and Minister Rick Doucet once, to clearly explain why the current growth strategy for the blueberry sector is not working for producers. At time of printing, we are still waiting on an official decision regarding the regional blueberry marketing board. ***Please note: The commentary below is only in French in this newsletter. The English version, "Commentary: A System that leaves producers out by design", has been sent out to all NFU-NB members in the national office's Union Farmer Newsletter—November 2016. It can also be found on the nfunb.org website, on the "News" page.*

*Agissant en accord avec une résolution passée lors de notre AGA 2016 en faveur de l'appui à la création d'un office de commercialisation régional, nous avons visité la péninsule acadienne pour rencontrer en personne les producteurs, par ailleurs, nous avons eu des douzaines d'appels avec des membres, avec le personnel de l'administration du gouvernement et avec des responsables élus. Nous avons publié un communiqué de presse et un commentaire en septembre. Nous avons rencontré le ministre Rick Doucet une fois et la sous ministre adjointe à deux reprises, pour leur expliquer clairement les raisons pour lesquelles la stratégie de croissance du secteur des bleuets ne fonctionne pas pour les producteurs. Au moment de l'impression, nous attendons toujours qu'une décision officielle soit prise concernant l'office de commercialisation régionale des bleuets. ***Notez SVP : Le commentaire ci-dessous n'est qu'en français dans ce bulletin. La version anglaise, intitulée «Commentary: A system that leaves producers out by design», a été envoyée à tous les membres de l'UNF-N.-B. dans le Union Farmer Newsletter—November 2016 du bureau national. Vous pouvez aussi le trouver au site web nfunb.org, sur la page "Nouvelles".*

Opinion: Un système qui laisse les producteurs de côté à dessein

Le 19 septembre, 2016

Les producteurs de bleuets sauvages du N.-B. ont fait face à une des plus difficiles saisons de leur histoire : de solides rendements, des prix exceptionnellement bas, la fermeture des centres d'achat, une nouvelle unité de transformation qui n'avait pas été conçue pour traiter des petits fruits récoltés dans des petites boîtes comme la plupart des producteurs l'ont fait jusqu'ici, des rendements excellents au Québec et des surplus de la dernière saison ont créé une parfaite tempête avec des tensions élevées et des niveaux de stress records pour de nombreux acteurs.

Les producteurs sont devenus de plus en plus loquaces concernant les défis auxquels ils étaient confrontés, ils se sont tournés vers les médias et les protestations comme dernier recours pour se faire entendre. Contrairement à ce que plusieurs pensent, cela n'a pas été leur premier recours — mais plutôt le résultat d'avoir été poussés à l'extrême après avoir travaillé dur pour respecter les règles du jeu pendant de

nombreuses années sans avoir été entendus ou reconnus.

Durant les quatre dernières années, les producteurs ont averti le gouvernement qui appuyait la vente de près de 16 000 acres des meilleures terres de la Couronne et les subventions accordées à la nouvelle usine de transformation d'Oxford Frozen Foods, que cela ne créerait pas de nouveaux emplois ni de prospérité pour l'industrie tel que le gouvernement le promettait. Les lettres écrites, les rencontres organisées, les tentatives de travailler à l'intérieur des structures actuellement en place ont toutes été sans succès ; un processus, en marche depuis trois ans pour obtenir qu'un office de commercialisation régional soit formé, a été retardé par le gouvernement à plusieurs reprises — avec plus récemment, une consultation publique en mai de cette année, de laquelle les producteurs attendent encore les résultats et les étapes à venir.

Comme le ministre Doucet l'a dit à l'Union nationale des fermiers au Nouveau-Brunswick et aux producteurs récemment : « C'est compliqué. » Cela peut vous surprendre, mais, je suis d'accord avec cette déclaration — il existe depuis des années des alliances historiques, des disputes, des manques de ressources du gouvernement pour les petits producteurs, et plus récemment la création d'un système de monopole verticalement intégré dirigé par Oxford Frozen Foods. J'ai entendu des histoires de

producteurs de tous les côtés et de toutes les régions ; à un moment ou un autre presque tous ont été intimidés ou exclus par soit le gouvernement, les transformateurs, l'agence de commercialisation provinciale et même par d'autres producteurs.

Même quand je pense combien la situation est compliquée, une citation me revient à l'esprit :

"Chaque système est parfaitement conçu pour obtenir les résultats qu'il produit."

— Paul Batalden

Cette citation ne dit pas que tous les systèmes ont été conçus avec une planification prudente et avec des considérations pour les résultats et les conséquences imprévues, parfois, au début, la conception n'a pas été bien raisonnée et le système est involontairement conçu pour obtenir les résultats qu'il obtient.

Il se pourrait que dans une tentative désespérée pour créer plus d'emplois dans la province, l'ancien gouvernement ait préparé un système dans lequel un gros joueur arriverait rapidement avec sa propre production primaire, à satisfaire les besoins de son usine de transformation. Un système qui laisse les plus petits producteurs à la merci des quatre principaux acheteurs, et craintifs de critiquer publiquement quoique ce soit, de peur d'avoir une excellente récolte et mystérieusement nulle part pour la vendre. Un système qui adopte pleinement l'agenda néolibéral qui accorde beaucoup de pouvoir aux

grandes corporations multinationales, qui deviennent comme un genre de 'sauveteur' pour les économies rurales chancelantes (un système qui n'a pas encore augmenté la richesse individuelle nulle part au monde – sinon qui la concentre plutôt dans les mains d'une minorité). C'est un système qui n'a pas de place pour la participation des plus petits producteurs, pour la négociation des prix ou pour parler de ces injustices qui sont souvent présentées comme étant « le progrès » ou comme étant « le développement ».

Tel qu'identifié dans la récente annonce du Plan de croissance économique du N.-B., les bleuets sauvages seraient une occasion unique pour le N.-B. parce que nous sommes une des rares régions au monde avec les conditions de croissance appropriées. Dans les conversations qui ont suivi, avec les ministres et le personnel de l'administration qui travaillent sur ce dossier, cela signifie vraiment mettre en place la Stratégie du secteur des bleuets sauvages 2013-2018. Toutefois, ce document est truffé de promesses pour l'avenir, on y encourage les producteurs nouveaux ou expérimentés à s'agrandir. Plusieurs y ont cru et maintenant ils s'interrogent sérieusement sur les investissements qu'ils ont faits lorsqu'ils constatent la chute des prix courants durant ces dernières années. D'autres cherchent à vendre leurs terres à Oxford dès cette année à cause de la baisse de la valeur du marché des terres à bleuet qui est censée continuer à baissé durant les prochaines années et les gens tentent de s'en sortir pendant que « la sortie » est encore décente.

Un secteur des bleuets dynamique n'est pas celui dans lequel les producteurs sont presque asservis aux grandes corporations, dans lequel ils reçoivent continuellement des prix de plus en plus bas, alors que les transformateurs détiennent la plus grande part des profits. Un secteur dynamique en est un dans lequel plusieurs producteurs individuels sont capables de gagner leur vie, d'exploiter leur entreprise, de créer des emplois dans leur collectivité et dans lequel le N.-B. peut fièrement se vanter que les bleuets sont produits par des hommes et des femmes qui vivent et travaillent au N.-B.

L'Union nationale des fermiers au Nouveau-Brunswick demande au gouvernement de prendre des actions fermes et immédiates :

- D'annoncer publiquement les résultats du plébiscite du mois de mai de cette année



sur la création d'un office régional de commercialisation, ainsi que sur la décision définitive à ce sujet ;

- De créer un mécanisme fondé par les producteurs pour négocier les prix et garantir que les paiements finals ajustés sont fait aux producteurs après que les fruits ont été vendus sur le marché mondial ;
- D'entreprendre une revue complète et approfondie sur comment les producteurs s'organisent et se représentent, y inclus tous les intéressés : les producteurs de toutes les grandes, le gouvernement, les transformateurs et les organes représentatifs.

Chaque système est parfaitement conçu pour obtenir les résultats qu'il produit.

Travailler avec le système actuel va continuer à donner les mêmes résultats. La bonne nouvelle, c'est qu'il est encore possible de concevoir un système qui permet vraiment la pleine participation de tous les producteurs de bleuet quelle que soit leur grandeur – cela va exiger un dialogue franc, un travail ardu et un engagement de tous les intéressés qui souhaitent voir ce secteur accroître les revenus nets des fermes individuelles – et non pas seulement de l'ensemble des exportations et des bénéfices du produit domestique brut.

Amanda Wildeman,
Directrice générale, UNF-N.-B.

**Les résultats du plébiscite ont depuis été publiés - 84% des producteurs dans le nord-est ont voté en faveur d'un office de commercialisation régionale.*

Press Release: NFU-NB urges gov't to quickly adopt and implement recommendations from Select Committee on Climate Change

In late August, the NFU-NB made a presentation to the Select Committee on Climate Change. The presentation focused on the need to ensure farmers' voices are included in all climate discussions given they are some of the most affected by changing climate patterns. We saw many of our recommendations echoed in their final report, and put out the following press release to acknowledge this. We now wait to see how the government will put the recommendations into action.

October 31st, 2016

On Monday, October 24, the Final Report of the Select Committee on Climate Change was released. The all-party committee made strong recommendations to government including adopting the high targets suggested by the Conservation Council of NB of 40% below 1990 levels by 2030 and 80% below 2001 levels by 2050, as well as recognizing the importance of current research in all sectors, especially agriculture, so that farmers have the knowledge and funding supports to be proactively adopting more resilient practices as soon as possible.

(Continued on page 6)

A made-in-NB carbon tax is the response that the committee has suggested as a means to fund climate change adaptation measures. The NFU-NB cautioned that farmers are historically 'price-takers', and will be very vulnerable to seeing their profit margins squeezed upstream on inputs, as well as downstream on final prices. There needs to be measures in place to ensure that farm businesses remain viable – we all need to eat. The NFU recommended not only that revenues from a carbon tax be put into a special Green Fund, but more specifically that any carbon taxes generated from the agriculture sector be put directly back into on-farm adaptations and public research that will directly benefit farmers.

"Farmers are on the front lines of climate change and have already been directly impacted by changing climate patterns. Some are ok – like a month of extra frost-free growing season in some areas in the last few decades, but others like heavy rainfall, increased hail, and longer periods of drought are all going to require increased research to ensure that farmers have access to the best, locally adapted seed varieties, and healthy soils and buffer zones around their farms and fields so that crops can better withstand turbulent weather," recommends president Ted Wiggins.

For farmers, their daily work and their livelihoods are affected by unpredictable weather patterns, rising temperatures and new pests. Farmers are also some of the most adaptable and resilient folks around. Farmers are very vulnerable to the effects of climate change, contribute to climate change and are also well positioned to lead some of the solutions.

We all need to eat, and given that most of the food consumed in NB is imported, we can make a huge impact on transportation emissions by growing more of our food in province. The NFU-NB urges the NB government to move forward with recommendations outlined in the Select Committee's report as quickly as possible and to ensure that farmers are included in the consultations at every step of the way.

To read the NFU-NB's submission to the Select Committee on Climate Change, visit the "News" page of nfunb.org and look for the article titled "NFU-NB makes presentation to Select Committee on Climate Change"

Communiqué de presse: L'UNF-NB exhorte le gouvernement à adopter rapidement et à mettre en œuvre les recommandations du comité spécial sur le changement climatique

Fin août, l'UNF-NB a fait une présentation au comité spécial sur le changement climatique. La présentation s'est centrée sur le besoin de garantir que la voix des fermiers soit entendue dans toutes les discussions sur le climat, étant donné qu'ils sont parmi les plus affectés par les modèles de changement climatique. Nous avons retrouvé des échos de plusieurs de nos recommandations dans le rapport final et nous avons publié un communiqué de presse pour le reconnaître. Nous attendons maintenant pour voir comment l'administration va transformer les recommandations du Comité spécial sur le changement climatique en actions.

Le 31 octobre, 2016

Le lundi 24 octobre, le rapport final du comité spécial sur le changement climatique a été publié. Ce comité multipartite a fait de fortes recommandations à l'administration notamment d'adopter les cibles exigeantes suggérées par le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick, soit d'abaisser les niveaux d'émissions à 40 % en dessous des niveaux de 1990 d'ici 2030 et à 80 % en dessous des niveaux de 2011 d'ici 2050, ainsi que de reconnaître l'importance des recherches de tous les secteurs, spécialement celles de l'agriculture afin que les fermiers possèdent les connaissances et les appuis financiers nécessaires pour être proactif en adoptant des pratiques agricoles résilientes aussitôt que possible.

Une taxe carbone faite au Nouveau-Brunswick est la réaction que le comité a suggérée comme moyen de financer les mesures nécessaires d'adaptation au changement climatique. L'UNF-NB a averti que traditionnellement les fermiers étaient « forcés d'accepter les prix, » et qu'ils seront très vulnérables à la contraction des marges de profit des intrants et aux prix courant en aval. » Il faut mettre en place des mesures pour garantir que les entreprises agricoles demeurent viables – nous avons tous besoin de manger. L'UNF recommande non

seulement que les revenus de la taxe carbone soient placés dans un Fonds vert spécial, mais plus spécifiquement que toutes les taxes carbone générées par le secteur agricole soient dirigées directement à l'adaptation des fermes et à la recherche publique qui bénéficiera directement aux fermiers.

« Les fermiers sont sur la ligne de front des changements climatiques et ils ont déjà été directement affectés par les tendances des changements climatiques. Certaines sont plus positives – par exemple dans certaines régions le mois additionnel sans gel durant la dernière décennie, mais d'autres tendances comme les pluies violentes, l'augmentation de la grêle, et les plus longues périodes de sécheresse vont toutes devoir être étudiées plus à fond pour s'assurer que les fermiers ont accès aux variétés de semence adaptée à notre nouveau climat et à des sols en santé, avec des zones tampons autour des fermes et des champs afin que les récoltes puissent mieux résister aux graves intempéries, » recommande le président Ted Wiggins.

Pour les fermiers, leur travail quotidien et leur moyen d'existence ont été affectés par les tendances climatiques imprévisibles, l'augmentation des températures et les nouveaux insectes nuisibles. Les fermiers font partie des gens les plus adaptables et les plus résilients qui soient. Mais ils sont aussi très vulnérables aux effets des changements climatiques, ils contribuent aux changements climatiques et sont aussi bien placés pour mettre en pratique les solutions pertinentes.

Nous avons tous besoin de manger, et étant donné qu'une grande part de la nourriture consommée au N.-B. est importée, nous pouvons avoir un impact majeur sur les émissions du transport en cultivant de plus en plus notre nourriture dans la province. L'UNF-NB exhorte le gouvernement du N.-B. à progresser avec les recommandations décrites dans le rapport du comité spécial sur le changement climatique le plus rapidement possible et de s'assurer que les fermiers sont inclus dans les consultations à toutes les étapes du processus.

Pour lire la soumission de l'UNF-N.-B. au comité spécial sur le changement climatique, visiter la page «Nouvelles» de nfunb.org et chercher pour l'article «L'UNF-NB fait une présentation au Comité spécial sur les changements climatiques».

Commentary Excerpt: Support for new farmers must include access to daycare services

Following up on a three-year-old file, the NFU sent a letter to Minister Brian Kenny regarding the lack of daycare assistance for farm families in June. Rébeka Frazer-Chiasson published a commentary (which the excerpt below was pulled from) in November that led to a news feature on Radio-Canada on November 12th. We are meeting with the Department of Education & Early Childhood Development in December as part of their general consultation on the Daycare Assistance Program.

November 8th, 2016

“Ever since it was founded in 1969, the National Farmers Union has had a position for a Women’s President so that the specific issues facing female farmers can be brought to the public sphere. In 2013, Eva Rehak, the Women’s President of the NFU-NB at the time, made it known that female farmers on low income have immense trouble accessing daycare services. Even though there is a daycare subsidy program for low income New Brunswickers, farm families cannot access the subsidies because they are self-employed. At that time, the NFU was working to change the law and received confirmation that the regulations would be modified so that families that didn’t have employees could be assisted through the subsidy program. A couple of years later, three families, including my own, attempted to join the subsidy program assuming that we would be eligible. We discovered that the law had not truly changed.

If we genuinely want to support all farmers in this province, and make entry into agriculture more accessible, what better than to ensure that the kids are in good hands at a community daycare so that the parents can get their businesses up and running? There is no reason (at least no reason that we can identify) we couldn’t do the same thing for every small-scale entrepreneur in the province until their business is strong enough and that taxes show that the family is earning more than the program cap. At that point, the family would pay for their own daycare, and as a province, we could congratulate ourselves for having equipped another small business with the tools it needs to contribute to our economic development.”

Rébeka Frazer-Chiasson, Co-owner, Ferme Terre Partagée, NFU-NB Board member

**To read the rest of this commentary, visit the “News” page on nfunb.org*

Extrait du commentaire: Soutien pour les nouveaux agriculteurs inclut l'accès au service de garderie

Pour faire suite à un dossier qui date de trois ans, l’UNF a fait parvenir une lettre au ministre Brian Kenny à propos du manque d’assistance au service de garderie pour les fermes au mois de juin. Rébeka Frazer-Chiasson a publié un commentaire en novembre (dont l’extrait ci-dessous a été tiré) qui a été à l’origine d’un reportage sur Radio-Canada le 12 novembre. Nous rencontrerons le ministère de l’Éducation et du Développement de la petite enfance en décembre dans le cadre d’une consultation générale sur le programme d’assistance en garderie.

Le 8 novembre, 2016

« L’Union Nationale des Fermiers depuis sa création en 1969 a un poste de Présidente des femmes afin que les enjeux spécifiques aux agricultrices puissent constamment être amenés sur la place publique. C’est en 2013 que Eva Rehak, la Présidente des femmes de l’UNF au N.-B. a fait connaître le défi qu’est l’accès aux garderies pour des fermières à faible revenu. Malgré le fait qu’un programme de subvention existe pour assurer l’accès aux services de garde pour les néo-brunswickois à faible revenu, les familles agricoles ne peuvent y accéder vu leurs statut d’entrepreneurs. À cette époque, l’UNF lutta pour un changement au règlement et obtenu une confirmation que le projet de loi serait modifié afin que les familles qui n’avaient pas d’employés pourraient participer au programme d’assistance. Quelques années plus tard alors que trois familles, dont la mienne, ont tenté de s’inscrire au programme d’assistance assumant que nous y serions éligibles, nous découvrons que les choses n’ont pas en fait changé.

Si on voulait réellement soutenir les fermières et fermiers de cette province et rendre l’entrée en agriculture un peu plus facile, comment mieux que d’assurer que les enfants puissent être en bonne main dans une garderie de la communauté alors que les parents mettent sur pieds leurs entreprises? Il n’y a pas de raison (du moins pas que nous puissions identifier) qu’on ne pourrait pas faire de même avec tous les petits entrepreneurs de la province puisqu’une fois que l’entreprise est solide et que les impôts démontrent que la famille a atteint le plus haut barème du programme d’assistance, la famille pourrait assumer le coût du service de garde et en tant que province, nous pourrions nous féliciter d’avoir outillé une petite entreprise qui contribuera à notre développement économique. »

Rébeka Frazer-Chiasson, Co-propriétaire, Ferme Terre Partagée, Membre du Conseil administratif de l’UNF-N.-B.

**Pour lire la reste de cette commentaire, visiter la page “Nouvelles” de nfunb.org*

Making the Local Food and Beverages Strategy Effective

The NFU supported the Local Food Security Bill that was put forward in 2015 by MLA David Coon. It was defeated by the current government, who spent the last year and a half developing their own strategy that was released on Oct 19. While a strategy is not as strong as an Act would have been, the NFU chose to remain an active participant in its development.

In response, the NFU-NB, published a press release and a commentary by Rébeka Frazer-Chiasson and submitted these recommendations to the Minister, the Assistant Deputy Minister & MLA David Coon. You can access the full Local Food and Beverages Strategy online at gnb.ca.

We continue to provide feedback on how to implement the strategy, including an upcoming meeting focused on meeting the target of 30% local food in schools.

1. Improve consumer awareness of local food and beverages

- The **logo** needs a strategic awareness plan and full budget so that it is quickly recognizable by consumers and is easily accessible to farmers and businesses looking to implement it.
- More funding for promotions and upkeep of the **local products directory** the Conservation Council of New Brunswick (CCNB) has initiated. It should be a featured part of the Tourism Strategy.
- **52 Week Local Food Challenge.** Last year, the NFU-NB pitched a 52-week local food challenge to get NBers to commit to buying one NB-produced food every week for a year, though we did not receive funding at the time. This type of consumer-focused initiative would be fun, creative, and a resource for consumers to learn when different local foods are available in NB.
- The **Measure of Success** for this objective needs to go beyond awareness and translate into changes in buying habits, using tools such as the Department of Agriculture, Aquaculture, & Fisheries' measure to track production and consumption of NB-produced foods.

2. Improved availability of local food and beverages

- The government must lead by example. Fully implementing **Policy AD-1709**, which would



see more local food at events sponsored by the GNB, is a good first step.

- Increase the **Grocery Wine Pilot** program and number of farmers' markets that are pre-approved for local wines.
- For the **30% local food procurement in schools** target, details and timelines need to be provided. Supports need to be in place for current Farm to School programs. The target should be implemented simultaneously for hospitals, senior care homes, daycares and other public institutions.
- **School fundraisers using local fruits and veggies** have been very successful in Manitoba and Ontario – this should be replicated here.
- While there has been significant increase in farmers' markets, CSAs, and community gardens, most NBers shop at **grocery stores**, and so they must be included in a local food strategy.

3. Improved support for New or Expanding Food and Beverage Enterprises

- The **Farming in New Brunswick: A Roadmap for New Entrants** was released in July 2016 and is a great resource. Our NB document should be more actively used to recruit new farmers through presentations and outreach.
- **Support beyond a mentorship program needs to be in place for new farmers.** This involves reviewing new entrant loan programs, funding programs, training programs, available inventories of farmland in NB, and more.
- **Support for craft wine and microbrewery sectors.** NFU members have raised concerns about the challenges they have faced getting responses from ANBL with regards to cottage winery applications, labeling, and follow-up on contracts that have already been signed. Many have been told that there is less interest in bringing in additional NB products because the margin on imported product is much higher for the Crown Corporation. ANBL needs more staff to respond to inquiries quickly, and a mandated commit-

ment to local wines, beers, and alcohols.

General recommendations

- Strike an ongoing interdepartmental committee to track and oversee the work of all departments
- Dedicate staff to the Buy-Achetez-NB logo
- Include funding for proper promotion of the Buy-Achetez-NB logo
- Begin developing new actions for beyond 2018 at the beginning of 2017, as many of the actions currently included have been either completed or are well underway

Rendre efficace la stratégie sur les boissons et les aliments locaux

L'UNF a appuyé le projet de loi sur la sécurité alimentaire mis de l'avant par le député David Coon. Ce projet a été défait par l'administration actuelle qui a préféré passer l'an dernier et demi à préparer sa propre stratégie qui a été rendue publique le 19 octobre. Bien qu'une stratégie ne soit pas aussi forte qu'une loi aurait pu être, l'UNF a choisi de demeurer un participant actif dans sa préparation.

Comme réaction, l'UNF-NB a diffusé un communiqué et les commentaires de Rébeka Frazer-Chiasson, et a soumis ces recommandations au ministre, à la sous-ministre adjointe et au député David Coon. Vous pouvez avoir accès à l'entière stratégie sur la stratégie sur les boissons et les aliments locaux sur le Web.

Nous continuerons à contribuer des commentaires sur comment mettre en œuvre la stratégie, dont notamment lors d'une rencontre sur comment réaliser la cible de 30 % d'aliments locaux dans les écoles.

1. Améliorer la sensibilisation des consommateurs aux boissons et aux aliments locaux.

- Ce **logo** nécessite un plan stratégique de sensibilisation avec un budget adéquat pour qu'il soit rapidement reconnu par les consommateurs et qu'il soit facilement accessible aux fermiers et aux entreprises qui souhaitent l'utiliser.

- Il faudrait plus de financement pour les promotions et la mise à jour **du bottin des produits locaux** que le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick (CCNB) a mis en œuvre. Il devrait faire partie intégrante de la stratégie touristique.

- **Défi des 52 semaines d'aliments locaux.** L'an dernier, l'UNF-NB a proposé un défi de 52 semaines d'aliments locaux afin de commettre les Néobrunswickois à acheter un produit alimentaire du Nouveau-Brunswick durant chaque semaine pendant une année, mais ce projet n'a pas encore reçu de financement. Ce type d'initiative axée sur les consommateurs pourrait se révéler amusante, créative, et une ressource utile pour que les consommateurs apprennent quand les aliments locaux sont disponibles au Nouveau-Brunswick.

- La **mesure du succès** pour cet objectif devrait aller au-delà de la sensibilisation et refléter les changements dans les habitudes d'achat en utilisant des outils comme ceux du ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches qui collectent des données pour suivre la production et la consommation des aliments produits au Nouveau-Brunswick.

2. **Améliorer la disponibilité des boissons et des aliments locaux.**

- Le gouvernement doit donner l'exemple. Un excellent premier pas serait de mettre en œuvre entièrement la **Politique AD-1790** qui voudrait voir plus d'aliments locaux servis lors des événements parrainés par le gouvernement du Nouveau-Brunswick.
- Accélérer le programme **pilote de vente de vins locaux** dans les épiceries et dans un

nombre de marchés agricoles préalablement approuvés.

- Pour ce qui est de la cible **d'achat de 30 % d'aliments locaux dans les écoles**, des détails et un calendrier de réalisation doivent être préparés. Des appuis doivent être en place pour les programmes actuels de la ferme à l'école. Cette cible devrait aussi être mise en œuvre simultanément dans les hôpitaux, les maisons de soins pour personnes âgées, les garderies et dans les autres institutions publiques.

- Des lèves de **fonds scolaires utilisant des fruits et des légumes locaux** ont eu d'excellents résultats au Manitoba et en Ontario – cela devrait être reproduit ici.

- Bien qu'il y ait eu une augmentation importante des **marchés agricoles**, de l'ASC et des jardins communautaires, la plupart des Néobrunswickois font leurs achats dans les épiceries, ils doivent donc être inclus dans la stratégie d'alimentation locale.

3. **Améliorer l'aide aux entreprises de boissons ou d'aliments locaux, nouvelles ou en expansion.**

- **Pratiquer l'agriculture au Nouveau-Brunswick : une feuille de route pour les nouveaux agriculteurs** qui a été publié en juillet 2016 est une excellente ressource. Ce document du Nouveau-Brunswick devrait être utilisé activement pour recruter de nouveaux fermiers avec des présentations et du travail sur le terrain.
- **Appuyer au-delà du programme de mentorat les besoins qui doivent être en place pour les nouveaux fermiers.** Ceci implique de passer en revue les programmes de prêt

pour les nouveaux intrants, les programmes de financement, les programmes de formation, les inventaires disponibles des terres agricoles au Nouveau-Brunswick, et plus encore.

- **Appuyer les secteurs des vineries et des microbrasseries.** Des membres de l'UNF ont exprimé leurs inquiétudes concernant les défis auxquels ils doivent faire face pour obtenir des réponses d'Alcool NB concernant les demandes des vineries, l'étiquetage et le suivi des contrats déjà signés. On a fait entendre à plusieurs que la société d'État est moins intéressée à introduire de nouveaux produits du Nouveau-Brunswick parce que les marges de profit sur les produits importés sont beaucoup plus élevées. Alcool NB a besoin de plus de personnel pour répondre aux questions rapidement, et d'un engagement obligatoire envers les vins, les bières et les alcools locaux.

Recommandations générales

- Mettre en place un comité interministériel permanent pour suivre et surveiller les travaux de tous les ministères.
- Allouer du personnel au logo Buy-Achetez-NB.
- Inclure un financement pour une promotion adéquate du logo Buy-Achetez-NB
- Dès le début de 2017, commencer à préparer de nouvelles actions pour après 2018 parce que plusieurs actions en cours sont ou bien déjà terminées ou bien déjà avancées.

Extrait du commentaire: L'alimentation locale, plus qu'un logo pour un t-shirt

«Ce n'est pas encore une opportunité manquée, mais sans plus d'argent, d'énergie et d'intérêt de la part du gouvernement Gallant, le logo présenté par le Ministre Doucet [comme partie de la Stratégie sur les boissons et les aliments locaux] ne sera que sur quelques t-shirts qui se retrouveront rapidement à l'Armée du Salut. Ceci étant dit, on peut aussi facilement imaginer le contraire – avec une campagne publicitaire qui fait le tour de la province dans le style de la campagne du Mieux-Être, le logo pourrait avoir une belle visibilité qui le rendrait attrayant pour les fermes du N.-B. Il doit aussi y avoir évidemment des limites à son utilisation – on ne peut pas le tirer tout partout au nom d'une reconnaissance du logo et le retrouver par la suite sur des produits d'ailleurs vendus au marché des fermiers.

L'Union Nationale des Fermiers au N.-B. veut tout de même reconnaître le potentiel qu'existe maintenant qu'un logo unifié est entre les mains des néo-brunswickois. Si on l'utilise avec fierté et qu'il soit reconnu pour les standards rigoureux qui l'accompagnent, on peut faire bien du chemin dans l'avancement de notre souveraineté alimentaire.»

Rébeka Frazer-Chiasson, Co-propriétaire, La Ferme Terre Partagée, Membre du Conseil d'administration de l'UNF-N.-B.

*Pour lire l'article complet, visiter la page « Nouvelles » de nfunb.org

Commentary Excerpt: Local Food needs to be more than a logo for a t-shirt

"It is not yet a missed opportunity, but without additional funds, energy, and interest on the part of the Gallant government, the logo Minister Doucet presented [as part of the Local Food & Beverages Strategy] will be used for nothing more than a couple of t-shirts that will quickly end up at the Salvation Army. That being said, it is also easy to imagine the opposite – with a public campaign touring the province the way the Wellness campaign did, the logo could reach the level of visibility required to make its use attractive to NB farmers. There also need to be limitations on the logo's use – it can't be spread too widely in an attempt to build recognition or we will end up finding it on products from away that happen to be sold at our farmers' markets.

The National Farmers Union in NB recognizes the potential that exists now that New Brunswickers have a single unifying logo in their hands. If we use it with pride, and if it can become associated with rigorous high standards, then it will help us on the path to food sovereignty."

Rébeka Frazer-Chiasson, Co-owner, La Ferme Terre Partagée, NFU-NB Board member

*To read the article in full, visit the "News" page of nfunb.org

CETA: What it is, how it will affect you

By now, many of you have likely caught wind of the Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), which Prime Minister Justin Trudeau signed on October 30th. With so many of these international trade agreements coming down the pipe, it can be difficult to keep them straight and to understand how they will affect you, your farm and New Brunswick. The NFU has been working hard for many years now researching and staying up-to-date on this deal and its implications. Below is a brief summary.

CETA will bring many new difficulties for Canadian farmers, including:

- loss of local food market potential due to rules against municipalities, universities, schools and hospitals favouring local sources when they set up purchasing contracts.
- disallowing the use of product names such as “feta cheese” and “parma ham” unless they are made in the regions where they are traditionally produced.
- 17,000 tonnes of EU cheese in the Canadian market, which will remove dairy quota that could have provided livelihoods to 400 dairy farmers, and which will also take market away from Canada’s artisanal cheese markets and dairy farmers who are doing on-farm processing.

But won’t CETA help family farmers in Canada by opening more European market access for beef and pork?

- CETA will not open the market to beef produced using synthetic hormones, and Canada already has more tariff-free market access for hormone-free beef than it is using.
- CETA will not open Europe’s doors to products of biotechnology as some have claimed, and has no commitment to lift restrictions on GMO imports.
- Canada already has more market access for pork than it is using. Most of the pork Canada exports is produced using veterinary drugs that are prohibited in Europe; the Canadian pork producers that do not use those drugs have good domestic markets and do not see a need to export.

- Canada has very few slaughterhouses that currently meet the EU’s standards.
- The EU is the world’s largest exporter of pork; its exports exceed Canada’s total production. Why would it take exports from a competitor?
- Europe exports more cheese than Canada produces. The EU will easily fill any market share CETA provides.
- Increased exports have not yet increased farmers’ net incomes and do not help farms survive.
- The EU subsidizes its farmers and Canada does not. The EU spends \$50 billion/year on agricultural subsidies.

The National Farmers’ Union has been opposed to CETA from the start, because we believe that Agricultural trade needs to be negotiated outside of this type of all comprehensive trade deal.

What is Wallonia and how they nearly stopped the deal

You may have also heard of Wallonia, the Belgian region that voted against the agreement and briefly stalled its progress altogether. Wallonia was particularly concerned about the controversial **Investor-State Dispute Settlement (ISDS) clause** within the deal, which, put simply, allows governments to be sued by corporations if they pass legislation or regulations that inhibit a corporation’s future ability to turn a profit.

Without Wallonia’s support, Belgium could not sign the deal, and without Bel-

gium’s support, the EU could not sign the deal. As Terry Boehm, Chair of the NFU Seed and Trade Committee notes: “Wallonia’s refusal to support CETA is based on conclusions very similar to our own: that it is simply unacceptable to give multinational corporations the power to sue governments for acting in the public interest. CETA, like the TPP and other recent trade agreements, is a fundamental attack on democracy and the ability of governments to govern in the interests of their citizens.”

“We are with Magnette and the people on both sides of the Atlantic who understand that CETA is not really about trade, but about power—the power of multinational corporations to shape economies in their own interests at the expense of grassroots people,” said NFU President Jan Slomp. **“Remember, Canada has traded with Europe for our whole history -- we do not need CETA for trade.”**

Even though further discussions succeeded in convincing Paul Magnette, Minister-President of the Walloon people, to agree to the deal a few days later, Wallonia’s resistance is exemplary of the power even small places like New Brunswick can have. Although they did not manage to halt the deal, they did succeed in obtaining an agreement on how the ISDS clause would be interpreted in the event of a dispute. *Much of this briefing was taken from various resources on the NFU National website. To learn more about this issue, visit: <http://www.nfu.ca/issues/canada-eu-comprehensive-economic-and-trade-agreement>.*



AÉCG : sa nature et comment il vous affectera

Désormais, plusieurs d'entre vous ont probablement entendu parler de l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne, que le premier ministre Justin Trudeau a signé le 30 octobre dernier. Avec le grand nombre d'ententes internationales en jeu, il est facile de les confondre et de ne pas comprendre leurs conséquences pour vous personnellement. Ci-dessous, voici un court sommaire.

L'AÉCG va introduire plusieurs nouvelles difficultés pour les fermiers canadiens, notamment :

- Pertes potentielles des marchés d'alimentation locaux parce que la réglementation des contrats d'achat empêche les municipalités, les universités, les écoles et les hôpitaux de favoriser les sources locales ;
- Ne permet plus l'utilisation de noms de terroir comme 'fromage féta' ou 'jambon de Parmes' à moins que ces produits soient fabriqués dans leurs régions d'origine ;
- 17 000 tonnes de fromage européen sur le marché canadien, ce qui va éliminer des quotas de lait qui pourraient avoir fourni les moyens de subsistance à 400 fermiers laitiers, et qui soustrairont des marchés canadiens des fromages artisanaux et des producteurs laitiers qui font la transformation à la ferme.

Mais l'AÉCG ne va-t-elle pas aider les familles de fermiers au Canada en leur ouvrant le marché européen du bœuf et du porc ?

- L'AÉCG ne va pas ouvrir le marché au bœuf produit avec des hormones synthétiques, et le Canada possède déjà l'accès sans tarif du bœuf sans hormones qu'il peut utiliser ;
- L'AÉCG n'ouvrira pas les portes de l'Europe aux produits de la biotechnologie comme certains prétendent, et ne possède aucune promesse de lever les restrictions sur les importations OGM ;

- Le Canada a déjà plus d'accès au marché du porc qu'il peut combler. La majorité des exportations de porc au Canada est traitée avec des médicaments vétérinaires, mais qui sont interdits en Europe ; les producteurs de porc canadiens qui n'utilisent pas ces médicaments ont de bons marchés domestiques et ne voient pas le besoin d'exporter.
- Actuellement au Canada, il y a très peu d'abattoirs qui satisfont les normes de l'Union européenne.
- L'Union européenne est le plus grand exportateur de porc au monde ; ses exportations dépassent la production annuelle de porc au Canada. Pourquoi y aurait-il de la place pour un compétiteur ?
- L'Europe exporte plus de fromage que le Canada en produit. L'UE va facilement pouvoir satisfaire tout marché que représente l'AÉCG.
- L'augmentation des exportations n'a pas encore augmenté les revenus nets des fermiers, et n'aide pas la survie des fermes.
- L'UE subventionne ses fermiers, mais le Canada ne le fait pas. L'UE dépense 50 milliards de dollars par année pour les subventions agricoles.

L'Union nationale des fermiers s'est opposée à l'AÉCG dès le début, parce que nous croyons que les ententes agricoles doivent être négociées en dehors de ce type d'accord commercial global.

La Wallonie, c'est quoi ? Et comment a-t-elle presque mis fin à l'accord ?

Comme vous l'avez peut-être entendu, la Wallonie c'est la région de la Belgique qui a voté contre l'accord et qui a brièvement arrêté sa progression. La Wallonie était particulièrement inquiète du règlement controversé sur les **différends entre investisseurs et états** qui, en termes simples, permet aux entreprises de poursuivre les gouvernements lorsqu'ils passent des lois ou des règlements qui nuisent aux possibilités de profit des entreprises.

Sans l'appui de la Wallonie, la Belgique n'aurait pas pu signer l'accord et sans l'appui de la Belgique, l'Union européenne n'aurait pas pu le signer non plus. Comme le souligne Terry Boehm, président du comité semences et commerce de l'UNF : « Le refus de la Wallonie d'appuyer l'AÉCG se fonde sur les conclusions très semblables aux nôtres : que c'est simplement inacceptable d'accorder aux entreprises multinationales le pouvoir de poursuivre les gouvernements pour avoir agi dans l'intérêt de la population. L'AÉCG, comme le Partenariat Trans Pacifique et d'autres accords plus récents, est une attaque fondamentale contre la démocratie et contre l'habileté des gouvernements de gouverner dans les intérêts de leurs citoyens.

« Nous sommes avec Magnette et les gens des deux côtés de l'Atlantique qui comprennent que l'AÉCG ne concerne pas véritablement l'économie, mais bien le pouvoir – il s'agit du pouvoir des grandes entreprises multinationales de modeler les économies dans leurs propres intérêts et à la charge du peuple à la base. » Comme le disait le président de l'UNF, Jan Slomp. **« Rappelez-vous que le Canada a commercé avec l'Europe depuis toute notre histoire – nous n'avons pas besoin de l'AÉCG pour commercer. »**

Même si d'autres discussions ont réussi à convaincre Paul Magnette, le président du peuple de Wallonie, d'accepter l'accord quelques jours plus tard, la résistance de la Wallonie est un exemple du pouvoir que même les petites places comme le Nouveau-Brunswick peuvent avoir. Bien que les Wallons n'aient pas réussi à arrêter l'accord, ils ont réussi à obtenir un accord sur comment le règlement sur les différends entre les investisseurs et les états peut être interprété en cas de dispute.

Une grande partie de ce texte est tiré de diverses sources sur le siteweb de l'UNF. Pour en savoir plus sur cet enjeu, consultez : <http://www.nfu.ca/issues/canada-eu-comprehensive-economic-and-trade-agreement>.

A Look Back / Un regard en arrière



PHOTO: In 1978 in Grand Falls, NB, NFU farmers protested low potato prices by blockading the Trans Canada Highway. /

En 1978 à Grand Falls, N.-B., les agriculteurs et agricultrices de l'UNF ont protesté contre les prix bas de la pomme de terre en bloquant la route transcanadienne.

Stay Tuned / Rester à l'écoute

Kitchen Table Meetings

Four NB members attended the NFU's national convention in Saskatoon this November. We are organizing Kitchen Table Meetings for them to share their experiences with other members. We will be emailing or calling you when we have a date in your area.

Réunions à la table de la cuisine

Quatre membres de l'UNF-NB ont participé à la Convention nationale de l'UNF en novembre. Nous organisons des 'Rencontres à la Table de la Cuisine' pour partager leurs expériences avec d'autres membres. Nous vous contacterons par courriel électronique ou par téléphone dès qu'on aura une date dans votre région.

AGA 2017 - 2017 AGM

Notre AGA de 2017 sera **le 19 mars 2017**. Plus de détails à venir bientôt.

Our 2017 AGM will be on **March 19th, 2017**.
More details to come soon.



National Farmers Union-NB
Union nationale des fermiers - N.-B.



648, rue Smythe Street
Fredericton, NB E3B 3G1